

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED (SYPROVAL)

Avenue des éoliennes
Le Razas
26 780 Malataverne

Références : 20240227-RAP-DAEN0203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED implanté Avenue des éoliennes Le Razas 26 780 Malataverne. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le centre de traitement-valorisation de déchets non dangereux de Malataverne a été autorisé par arrêté préfectoral du 10 décembre 2021. Sa vocation est le traitement et la valorisation de déchets non dangereux avec une capacité maximale annuelle de :

- 75 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles (OMr);
- 35 000 tonnes de déchets d'activités économies (DAE) et d'encombrants.

Ce centre a accueilli les premiers déchets du SYPP à partir de septembre 2023. Ce n'est qu'à la mi-décembre 2023 que les ordures ménagères résiduelles et les encombrants collectés sur le territoire couvert par le SYPP ont été réceptionnés. Au moins jusqu'à mai 2024, le centre fonctionnera en mode de mise en service industrielle (MSI), les performances de divers équipements restent en effet à valider avec le SYPP, dans le cadre de la délégation de service public (DSP) signée entre ce

syndicat et la société COVED.

L'un des problèmes essentiels rencontrés jusqu'à présent est posé par la présence de 30 à 40 % d'inertes dans les encombrants, ce qui génère beaucoup de poussières.

L'exploitant précise que dans un premier temps (probablement jusqu'en 2025), seuls les déchets du SYPP seront traités dans le centre, ce qui représente environ 55 000 tonnes/an d'OMr et 15 000 tonnes/an d'encombrants.

Le personnel du centre se compose de 24 personnes équivalent temps plein (ETP) réparties dans trois pôles : Administratif, production, et maintenance-nettoyage.

Parmi les matières valorisées dans le cadre du traitement des déchets dans le centre, il y a les CSR (combustibles solides de récupération) : Ceux résultant des OMr ont un PCI (pouvoir calorifique inférieur) relativement faible, leur commercialisation semble difficile, ils sont actuellement éliminés en UVE (unités de valorisation énergétique). Par contre, ceux résultant des encombrants ont un PCI plus important, leur commercialisation en cimenteries est possible, mais l'offre est actuellement supérieure à la demande.

Les refus de tri représentent de l'ordre de 50 à 55 % des déchets entrants. Ils transitent dans un bâtiment de bio-séchage pour évaporation de l'eau qu'ils contiennent (de l'ordre de 20 %) avant d'être transportés au centre de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploité par la société COVED à ROUSSAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS – COVED (SYPROVAL)
- Avenue des éoliennes Le Razas 26 780 Malataverne
- Code AIOT : 0000000039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre se compose essentiellement de broyeurs et d'installations de tri permettant de séparer les différentes fractions valorisables (métaux, bois, gravats, déchets ayant un PCI intéressant tels que les plastiques...) des refus qui sont destinés à un stockage en ISDND après réduction de leur teneur en eau.

Outre les émissions de poussières qui sont maîtrisées en extérieur (mise en aspiration des bâtiments, passage de l'air par un filtre à manches), la présence de matières organiques peut être à l'origine d'émissions olfactives : L'exploitant a mis en place un dispositif de filtration (biofiltres) dont les performances semblent satisfaisantes : En effet, le jour de la visite, l'inspection n'a pas perçu d'odeurs significatives en dehors des bâtiments du centre.

S'agissant d'un nouvel établissement, l'inspection a choisi de focaliser sa visite d'inspection sur les prescriptions relatives à la maîtrise des risques.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de la visite d'inspection, la présence d'un liquide noirâtre a été constatée :

- au fond de l'un des 2 bassins d'infiltration du centre ;
- sur la paroi extérieure côté Est du bâtiment de bioséchage.

L'exploitant s'est engagé à prendre dans les plus brefs délais les actions correctives nécessaires, par la mise en place d'un dispositif temporaire de récupération du liquide s'écoulant sur la paroi

(conteneur IBC incliné contre la paroi), et par le pompage du fond du bassin d'infiltration.

Des photographies montrant la prise de ces actions ont été envoyées à l'inspection le 20 février 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Gestion de crise	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5	Demande d'action corrective	1 mois
2	PPI nucléaire	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5	Demande d'action corrective	
3	Ammoniac	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.4.6	Demande d'action corrective	
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.1.11	Demande d'action corrective	
6	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.2.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.1.11.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués montrent que la mise en exploitation du centre n'est pas encore pleinement opérationnelle. Le problème d'étanchéité du bâtiment de bioséchage conduisant à l'écoulement d'un liquide noirâtre est à traiter en urgence, dans la mesure où le dispositif de récupération de ces jus mis en place revêt un caractère temporaire. L'exploitant devra vérifier fréquemment la totale efficacité de ce dispositif.

La maîtrise des odeurs est assurée, il convient pour l'exploitant de veiller à la pérenniser.

Le pourcentage relativement important des refus de tri justifie une recherche destinée à améliorer l'efficacité du tri réalisé.

La maîtrise des poussières résultant du broyage et du tri des encombrants à l'intérieur du bâtiment reste un problème à traiter plus efficacement.

Pour ce qui concerne la maîtrise des risques accidentels, les équipements de prévention et de lutte contre un incendie sont en place, l'exploitant se devra de veiller à ce qu'ils demeurent opérationnels en permanence. Les plans, procédures et consignes portant sur la gestion d'événements accidentels méritent, pour certains, d'être complétés, de façon à disposer d'un ensemble de documents cohérents et opérationnels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore, et met à jour autant que nécessaire, un plan de gestion d'accidents, comprenant notamment les volets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Détection d'une situation anormale – Schéma d'alerte ; – Recensement et évaluation des risques – Intervention avec les moyens à disposition ; – Communication. <p>Il met en œuvre dès que nécessaire les dispositions du plan sus-cité, qui fait l'objet d'un exercice au moins une fois par an, le cas échéant, avec la participation des sapeurs pompiers.</p> <p>Un compte rendu de cet exercice est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Proximité de l'autoroute A7 et de la RD 133 :</p> <p>Tous les événements accidentels susceptibles d'affecter la conduite en sécurité des usagers de l'autoroute A 7 et de la RD 133 sont recensés ; la procédure de gestion de ces événements doit intégrer l'appel de la société gestionnaire de cette route et de l'autoroute.</p> <p>Proximité des sites nucléaires de CRUAS-MEYSSE et du TRICASTIN</p> <p>Toute personne pénétrant dans l'établissement doit être informée qu'elle se situe à l'intérieur d'une zone couverte par le plan particulier d'intervention des deux sites nucléaires, et que des mesures sont à respecter en cas de déclenchement. Un affichage des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident est assuré.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un plan intitulé "Plan d'Intervention et de Secours Interne", créé le 12 juillet 2021, dans une version datée du 20 janvier 2024, non validé : Il se compose :</p> <ul style="list-style-type: none"> – D'une liste de numéros de téléphone (Gardien du site de la société MSC Sécurité // Directeur d'Agence // Responsable de Production // Responsable Maintenance) ; – D'un plan des zones de dangers ; – D'un plan de masse. <p><u>La partie « détection d'une situation anormale » mérite d'être développée, notamment par un</u></p>

descriptif simple des divers dispositifs en place tels que les caméras thermographiques (44 dans le centre : Infra-rouges et visuelles), les caméras visuelles (gestion des intrusions) et les détecteurs associés aux broyeurs (4 sur chacun des 2 broyeurs), ces derniers déclenchant très rapidement un dispositif de type rideau d'eau, d'une grande efficacité selon l'exploitant. Notons également un dispositif de sprinklage en place dans les zones de stockage les plus sensibles.

Les signaux du système de détection sont renvoyés sur des écrans de contrôle, ainsi que sur un site numérique, accessible par téléphone mobile.

Pour ce qui concerne le schéma d'alerte : L'exploitant précise la présence d'un gardien de la société MSC Sécurité 24 h/24 et 7 j/7. Il trace sur une main courante chacune de ses actions (ronde par exemple), ainsi que chaque événement (déclenchement d'une détection par exemple) et l'action décidée en conséquence (appel du directeur du site).

L'inspection demande la procédure (ou consigne) rédigée par l'exploitant, à respecter par le gardien : Il n'y en a pas. Ainsi, il semblerait que les rondes de surveillance dans les locaux du site et en extérieur soient décidées par le gardien. Il n'y a pas de traçabilité de ces rondes (points de passage obligés avec badgeage par exemple).

L'exploitant signale que le gardien a une habilitation SSIAP niveau 1 (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes), et les différentes installations du site lui ont été présentées.

Intervention avec les moyens à disposition : Le plan du site pourra être complété par le volume des réserves d'eau en place (réserve incendie : 480 m³ // réserve sprinklage : 981 m³)

Actuellement, la gestion d'une alerte repose sur peu de personnes (essentiellement le directeur du centre), il n'y a pas d'équipe d'astreinte de façon formalisée, ce qui pourrait à priori poser problème. L'exploitant doit analyser ce sujet et mettre en place une solution appropriée.

L'exploitant doit approfondir sa réflexion sur la gestion d'un événement accidentel survenant dans son centre, et compléter son plan en conséquence, notamment par une formalisation des actions à mener par le gardien. Les dispositions sont à prendre pour qu'en cas de nécessité, l'exploitant ou son représentant soit sur place dans de brefs délais et puisse répondre aux éventuelles demandes des services de secours.

L'exploitant a procédé à un exercice incendie le 14 décembre 2023, avec 2 fumigènes. Le compte rendu correspondant est présenté à l'inspection : La date de création de ce document serait novembre 2012. L'inspection n'émet aucune objection à l'utilisation de procédures existantes, à condition de les adapter et actualiser.

Les enseignements tirés de cet exercice sont précieux, ils portent notamment sur le regroupement et le comptage des personnes présentes dans le centre.

L'exploitant précise que 2 exercices sont prévus annuellement (incendie, déclenchement du PPI d'une centrale nucléaire, etc.), il signale qu'il y a déjà eu dans le centre deux départs d'incendie, très probablement dus à la présence de piles au lithium.

Les pompiers (caserne proche) ont effectué une visite du centre.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PPI nucléaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclenchement PPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour une procédure à appliquer dans son établissement en cas de déclenchement du plan particulier d'intervention de l'un des sites nucléaires sus-mentionnés. Elle porte notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">– évacuation ou mise à l'abri des personnes présentes dans un bâtiment adapté de l'établissement (*);– mise en place et test périodique d'un plan d'évacuation des personnes présentes ;– gestion d'un stock de comprimés d'iode pour l'ensemble des personnes susceptibles d'être présentes ;– mise en sécurité de toutes les installations de l'établissement. <p>Cette procédure est testée régulièrement, les comptes rendus des tests sont tenus à la disposition de la préfecture de la Drôme et de l'inspection des installations classées.</p> <p>(*) : Bâtiment en dur, d'une surface adaptée (au moins un mètre carré par personne), signalé et équipé :</p> <ul style="list-style-type: none">– d'un dispositif d'arrêt des ventilations ;– d'un point d'eau à disposition ;– d'une radio équipée de piles, en état de fonctionnement ;– d'un téléphone sans fil.
<p>Constats :</p> <p>La procédure présentée par l'exploitant s'intitule «Plan d'urgence interne : Risque nucléaire». Elle a été créée le 23 octobre 2023 et n'a pas encore été validée.</p> <p>La liste des actions à mener est donnée. Les personnes présentes doivent rejoindre les bureaux administratifs, lieu de mise à l'abri. Un kit d'urgence nucléaire se trouvant dans le bureau d'exploitation est mentionné. L'exploitant précise qu'il contient notamment des pastilles d'iode.</p> <p>Un dispositif coupant la ventilation du bâtiment est en place au niveau de l'entrée du bâtiment côté accueil. Une radio avec piles est présentée à l'inspection.</p> <p>Rien n'est dit sur le contrôle régulier à effectuer des divers éléments susceptibles d'être utiles dans le cadre de l'application de ce plan : Par exemple, s'assurer du respect de la date de validité des pastilles d'iode, du bon fonctionnement de la radio, etc.</p> <p>Il est donc à compléter en ce sens, et à faire valider par la direction.</p> <p>La procédure sera à tester une fois validée.</p>
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 74.6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection portable d'ammoniac (NH ₃), calibré à 25 % et 50 % de la VLE, équipe chaque personne pénétrant dans le bâtiment. Une consigne de sécurité précise la conduite à tenir en cas de détection de niveau 1 (25 % VLE) et de niveau 2 (50 % VLE), en précisant notamment les modalités d'évacuation et d'aération du local. La chaîne de détection est vérifiée et étalonnée à une fréquence annuelle au minimum. En cas de panne du dispositif d'extraction et de traitement d'air ou de détection d'ammoniac de niveau 2, l'apport de nouveaux déchets dans le lit de séchage est interrompu sans délai.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection une commande datant du 22 décembre 2023, portant sur 3 détecteurs ALTAIR d'ammoniac, et une bouteille de gaz étalon, ces détecteurs ne sont pas encore livrés. L'exploitant souligne qu'un dispositif de détection fixe est en place et opérationnel actuellement. L'inspection le constate à proximité immédiate du bâtiment de bioséchage : Il gère 2 capteurs d'ammoniac, 2 capteurs de sulfure d'hydrogène, et 2 capteurs de méthane. Ce détecteur fixe n'a pas été testé devant l'inspection (déclenchement d'une alarme notamment, en cas de dépassement d'un seuil). Aucune consigne de sécurité n'a été présentée à l'inspection, précisant la conduite à tenir en cas de détection de niveau 1 (25 % VLE) et de niveau 2 (50 % VLE), spécifiant notamment les modalités d'évacuation et d'aération du local. L'inspection aperçoit, à proximité du dispositif de détection, une aire de dépotage d'acide sulfurique. Aucune consigne n'est affichée, précisant les dispositions à prendre pour la réalisation en sécurité de cette opération, il convient d'en afficher une.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 71.11
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves incendie
Prescription contrôlée : Les réserves incendie : Elles se composent à minima : – d'une bâche souple d'eau conforme à la norme NFS 62.250, d'une capacité de 480 m ³ équipée de 4 prises de raccordement et d'une aire d'aspiration aménagée. Cette réserve incendie est signalée, conformément à la norme NFS 61-221, par un panneau de 50 cm minimum de côté avec un bandeau rouge sur sa périphérie, indiquant son identification, la nature du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PEINA), ainsi que sa capacité. Au moins un mois avant la mise en exploitation des installations de l'établissement, l'exploitant transmet à l'adresse courriel suivante, sig@sdis26.fr, un formulaire de réception du PEINA.

– d'une cuve aérienne (réserve sprinkler) d'une capacité de 990 m ³ .
Constats : La réserve incendie est en place, sa capacité est de 480 m ³ , mais le marquage de l'aire nécessaire à son utilisation n'est pas encore effectué. Les 4 prises de raccordement ont été aperçues. La cuve aérienne (réserve sprinkler) est en place, sa capacité serait de 991 m ³ . L'exploitant précise qu'il a transmis au SDIS le formulaire rempli de réception du PEINA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 71.11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Les installations du site sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification initiale du dispositif de protection contre la foudre en place dans le centre, il date du 1 ^{er} décembre 2023 et a été réalisé par la société DEKRA. Le rapport conclut que l'installation de protection contre la foudre est conforme au contenu de la notice de vérification et maintenance (issu des préconisations de l'étude technique) et mise en œuvre suivant les prescriptions des normes applicables. Le dispositif comprend notamment 2 compteurs de coups de foudre : L'inspection a constaté sur place qu'ils indiquent « 0 ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur, des réseaux potentiellement pollués de l'établissement. Ce système est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance, localement et/ou à partir d'un poste de commande. Il est testé annuellement, son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne. La traçabilité des

opérations de test et d'entretien est assurée.

Constats :

L'exploitant précise que le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie est assuré par la fosse de déchargement des déchets. Pour assurer le confinement de ces eaux, il convient de fermer, d'une part la vanne d'obturation du réseau de collecte des eaux envoyées dans le réseau public des eaux usées, d'autre part les 2 vannes d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur les aires étanchées.

Ces vannes nécessitent d'être mieux repérées qu'actuellement, de plus, le sens de fermeture de la vanne est à indiquer. Il n'y a qu'une seule clef de fermeture/ouverture des 3 vannes, qui est dans le local de pesage. Il paraît prudent de prévoir une seconde clef.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois